



**LIZBETH CULLITY, REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU**  
**"OFFRIR DES ALTERNATIVES POUR ACCOMPAGNER LA RCA SUR LE CHEMIN DE LA PAIX"**

**MINUSCA**

# FOCUS

BULLETIN D'INFORMATION DE LA MINUSCA | #22 | AOÛT 2021



**LE CVR COMME UN OUTIL DE  
PACIFICATION ET DE STABILISATION  
DES COMMUNAUTÉS**



MINUSCA



UN\_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN\_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

LE RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
DES NATIONS UNIES PRÉSENTÉ LE 23 JUIN 2021  
AU CONSEIL DE SÉCURITÉ



Disponible sur le site internet public de la MINUSCA  
[www.minusca.unmissions.org](http://www.minusca.unmissions.org)

### MINUSCA FOCUS - COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication  
Charles Antoine Bambara

Editorialistes  
Uwolowulakana Ikavi  
Charles Antoine Bambara

Rédacteur en chef  
Biliaminou Agnide Alao

Rédacteurs  
Ghislaine Atta  
Deubalbet Wewaye  
Maria Kabatanya

Photographes  
Hervé Serefio  
Leonel Grothe Tossela

Infographiste  
Francis Yabendji Yoga

Collaboration  
Adeline Gouet Tokalo  
Dany Balepe  
Igor Rugwiza

Remerciements  
Section Désarmement, Démobilisation  
et Réintégration (DDR)

Août 2021

# SOMMAIRE

- 4** EDITORIAL DE CHARLES ANTOINE BAMBARA SUR LE CHEMIN DE LA RÉINTÉGRATION DES EX-COMBATANTS
- 6** MOTS DE LIZBETH CULLITY, RSA DU SG DE L'ONU, CHARGÉE DES AFFAIRES POLITIQUES ET DE LA PROTECTION DES CIVILS OFFRIR DES ALTERNATIVES POUR ACCOMPAGNER LA RCA SUR LE CHEMIN DE LA PAIX
- 8** PARTIE NATIONALE INTERVIEW SAMUEL TOUATENA, COORDONNATEUR DE L'UEPNDDR **LES OPÉRATIONS DE DÉSARMEMENT ET DE DÉMOBILISATION ONT CONTRIBUÉ AU RETOUR DE LA PAIX MALGRÉ LES DIFFICULTÉS**
- 12** MINUSCA INTERVIEW PIERRE EMMAUEL UBALIJORO, CHEF DE LA SECTION DDR DE LA MINUSCA **CONTRIBUER À L'EFFORT DE PAIX ET À LA STABILISATION DES COMMUNAUTÉS**
- 14** BANGUI DAVANTAGE DE SENSIBILISATEURS POUR LA COHESION SOCIALE DANS LE 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE BANGUI
- 15** DROITS DE LA FEMME PERENNISER LES ACQUIS DU CVR DANS LE 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE BANGUI **DEUX FEMMES MODÈLES DE RÉUS-**
- 16** SITE DU 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE BANGUI **PORTRAITS**  
- OLIVIA MOUNO  
- MARICKA,
- 20** BANGASSOU CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT À BANGASSOU
- 22** PORTRAIT VIVIEN OUGOULOU, BANGASSOU À SON CITOYEN MODÈLE
- 24** BOSSANGOA DE NOUVEAUX POINTS D'EAU POUR SOULAGER LES POPULATIONS DE VOUH ET FARASSA
- 26** BOUAR CONTRIBUER À LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE DANS LA NANA-MAMBERE
- 28** BRIA PLUSIEURS INFRASTRUCTURES MISES À LA DISPOSITION DES COMMUNAUTÉS DE BRIA
- 32** KAGA-BANDORO RÉINSERTION RÉUSSIE POUR 93 BÉNÉFICIAIRES DANS LA NANA-GRIBIZI
- 36** CVR ET COVID-19 LUTTER CONTRE LA COVID-19 EN S'APPUYANT SUR LE CVR

### NOTRE MAGAZINE ILLUSTRÉ TRAITANT DE SUJETS...



...GÉNÉRALISTES OU  
SPÉCIALISÉS DE LA MINUSCA

## EDITORIAL

Par Charles Antoine Bambara



## SUR LE CHEMIN DE LA RÉINTÉGRATION DES EX-COMBATTANTS



▲ Des ex-combattants de Bambari membres du groupe armé des anti Balaka dans une fabrique de briques dans le cadre des activités « Cash For Work »

Lancé en décembre 2018, le Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement a touché à ce jour, 3023 ex-combattants, issus de 14 groupes armés actifs en Centrafrique, qui ont été désarmés et démobilisés avec l'appui de la MINUSCA.

Ce programme a aussi permis de récupérer « 2,487 armes de guerre, 111,918 munitions et 1,385 explosifs ». A ce processus, la Mission apporte un soutien technique, financier, à la sécurisation des opérations et le soutien logistique pour le personnel de l'UEPNDDRR, l'Unité d'exécution du Pro-

gramme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (UEPNDDRR).

Conséquence des décennies de conflits que la Centrafrique a connus, les ex-combattants se comptent en effet par milliers, repartis sur l'ensemble du territoire centrafricain.

Cela est une source de préoccupation récurrente pour le gouvernement et ses partenaires. On comprend donc que l'accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA) ait pris en compte cette question dans ses engagements. L'objec-

tif premier reste encore de nos jours, d'éliminer définitivement les causes profondes du conflit et de promouvoir une véritable réconciliation entre les fils et les filles du pays. Pour le gouvernement, il était aussi important d'« établir un programme de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement qui aboutiraient à la dissolution intégrale des groupes désarmés.

L'accompagnement de la MINUSCA, tel que prescrit par le Conseil de sécurité, est d'aider les autorités centrafricaines à mettre en œuvre un programme inclusif et progressif pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration des membres des groupes armés et, dans le cas des combattants étrangers, pour leur rapatriement, conformément aux principes de DDRR. La Mission devra aussi « aider les autorités de la RCA et les organisations de la société civile concernées à élaborer et à mettre en œuvre des programmes de réduction de la violence communautaire ».

La mise en œuvre de ce mandat s'est illustrée par la réalisation de plusieurs projets de réduction de la violence communautaire au profit de milliers d'ex-combattants non éligible au PNDDRR et plusieurs membres de la

communauté dans nombre de localités à travers le pays. Les derniers chiffres nous donnent le chiffre de 3600 bénéficiaires ayant été effectivement touchés par les projets CVR en 2020-2021 à travers le pays.

Pour l'essentiel, ces projets tournent autour d'activités réalisées par les bénéficiaires eux-mêmes (ou activités génératrices de revenus), mais aussi la réhabilitation et la construction d'infrastructures publiques, à l'image de celles inaugurées le 19 février 2021 à Bria. En effet, cette ville la Haute-Kotto a été dotée de deux salles polyvalentes, une pompe à eau et une cuisine pour la formation en restauration des bénéficiaires du CVR, à la grande satisfaction autant des autorités, que de la population. La présidente locale de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), Elise Nomendé, ne cache pas son adhésion à cette démarche, lorsqu'elle affirme que « ce complexe permettra d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes », car il joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté à travers la réalisation des activités génératrices de revenus structurantes, émergentes et durables.

Même enthousiasme du côté du préfet de la Haute

Kotto, Thierry Evariste Binguinedji, qui atteste que « la mise en œuvre du projet CVR occupe plusieurs jeunes qui étaient détenteurs d'armes et qui s'adonnaient à la violence. Aujourd'hui ces jeunes sont formés et ont des activités nobles. Les femmes aussi ont du travail ».

La ville de Bangassou, dans le Sud-est du pays, a, elle aussi, vu la construction d'infrastructures, en plus de projets d'aménagement et d'assainissement. De plus, 500 ex-combattants ont eu droit, le 22 avril 2021, à une séance de sensibilisation autour de la consolidation de la paix.

Autant de faits et bien d'autres que cette deuxième édition spéciale « DDR » du magazine MINUSCA FOCUS se propose de parcourir, avec ses fidèles lecteurs, à travers des portraits de bénéficiaires, des reportages, des témoignages, de messages... Un nouveau tour d'horizon des réalisations qui, toutes, ont pour vocation de contribuer à l'amélioration de la sécurité au niveau local, à la promotion de la culture de la paix, de la cohésion sociale et du vivre ensemble, mais aussi à la relance des activités socio-économiques.

Bonne lecture !

## MOTS DE

## LIZBETH CULLITY,

Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU,  
chargée des affaires politiques et de la protection des civils



## OFFRIR DES ALTERNATIVES POUR ACCOMPAGNER LA RCA SUR LE CHEMIN DE LA PAIX

Le DDR joue un rôle prépondérant dans la stabilité d'un pays, tout juste sorti d'un conflit armé et dont certaines parties de son territoire demeurent sous le contrôle de groupes armés. C'est un outil qui vise in fine à la dissolution des groupes armés afin de concourir progressivement à la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat. Enfin, il s'agit d'un processus qui nécessite un cadre, bien souvent un Accord de paix, et une volonté sans faille de la part des parties prenantes.

Ainsi en République centrafricaine, le lancement officiel du Programme National de Désarmement Démobilisation Réintégration et Rapatriement (PNDDRR) par le Président de la République, son Excellence Archange Touadera, le 17 décembre 2018 à Paoua, a constitué une étape importante dans la mise en œuvre du DDRR. En effet ce lancement a enclenché à l'Ouest de la Centrafrique, les opérations de désarmement et de démobilisation (DD). Ces opérations ont été mises en œuvre grâce au soutien de la MINUSCA dont le Mandat stipule le soutien aux « autorités centrafricaines à élaborer et à mettre en œuvre un programme inclusif et progressif pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des membres des groupes armés [...] ».

Plusieurs centaines de combattants des groupes armés ont été ainsi désarmés, démobilisés, et réintégrés au sein d'activités socio-économiques pour certains, intégrés pour d'autres dans les corps en uniforme, voire au sein des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS). Toutefois, les groupes armés avaient également exprimé la nécessité d'établir un cadre politique propice à la mise œuvre efficace du processus de DDRR.

Cette préoccupation trouvera un écho favorable avec la tenue, à Khartoum, de pourparlers de paix entre le gouvernement et les 14 groupes armés, dans le cadre de l'initiative de l'Union africaine, laquelle a conduit à la signature de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA), à Bangui, le 6 février 2019.

A l'issue de la signature de cet Accord, les représentants des groupes armés ont confirmé leur engagement dans le processus de DDRR, permettant, avec le soutien de la MINUSCA, de désarmer et de démobiliser 3023 éléments dont 199 femmes à ce jour.

Cependant, il importe de souligner que, le programme national de DDRR fait face souvent à de réels défis dans sa mise en œuvre. Le plus récent et emblématique a été l'établissement de la CPC en décembre 2020, en pleine

période préélectorale. Rejoint par certains groupes armés, parmi lesquels des signataires de l'APPR, cette coalition avait pour objectifs de déstabiliser le pouvoir en place et de dérailler le processus électoral. Cette situation n'a cependant pas interrompu le déroulement du processus des opérations DD, qui se poursuivent actuellement.

Parallèlement au PNDDRR, la mise en œuvre du programme de réduction de la violence communautaire communément, appelé CVR, a contribué à la stabilisation des communautés en créant un environnement propice, avant et pendant la mise en œuvre du PNDDRR. Les projets CVR mis en œuvre par la MINUSCA dans plusieurs localités du pays, s'inscrivent dans la stratégie nationale du CVR, élaborée par le Gouvernement de la République centrafricaine.

Au-delà de la collecte d'armes artisanales et de guerre, ces projets CVR ont clairement offert à des milliers de personnes à risque, une alternative à la violence, une formation professionnelle de courte durée pourvoyeuse d'emplois, et des activités génératrices de revenus. Les communautés sont également pleinement prises en compte avec la réhabilitation d'infrastructures communautaires, créatrice de haute intensité de main d'œuvre et des activités de sensibilisation à fort



▲ Opération de désarmement et démobilisation des ex-combattants de la Seleka Rénové, cantonnés depuis 2014 dans l'ancien camp militaire du Régiment opérationnel pour la défense du territoire (RDOT) à Bangui / Photo UN/MINUSCA - Herve Serefi

### CES SUCCÈS ENGRANGÉS DANS LES ZONES SOUS TENSION ONT AINSI PERMIS À LA MISSION D'UTILISER LE CVR COMME UN OUTIL DE PACIFICATION ET DE STABILISATION DES COMMUNAUTÉS, EN OFFRANT DES OPPORTUNITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES AUX POPULATIONS, FACE À LA SPIRALE DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES.

impact sur la cohésion sociale et la réconciliation.

Ces succès engrangés dans les zones sous tension ont ainsi permis à la Mission d'utiliser le CVR comme un outil de pacification et de stabilisation des communautés, en offrant des opportunités socio-économiques aux populations, face à la spirale des conflits intercommunautaires. A ce jour 22,607 participants, dont 6,503 femmes, ont bénéficié de ce programme à travers le pays.

Par ailleurs, dans le contexte de la COVID-19, les projets CVR ont été et continuent d'être un outil essentiel à la fois dans la prévention et dans la riposte contre la pandémie en Ré-

publique centrafricaine. Dès son apparition, la section DDR a fait preuve d'adaptabilité en mobilisant tous ses bureaux de terrain, en synergie avec les autorités locales, les comités locaux de lutte contre la COVID-19, le Ministère de la santé, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les communautés, afin de prévenir et d'endiguer la pandémie.

Face à cette crise sanitaire inédite, les bénéficiaires des projets CVR bien formés dans les filières de la couture, la savonnerie, la mécanique, la maçonnerie, se sont mobilisés et ont activement contribué à la production du matériel essentiel en matière de prévention et de protection. Ainsi, masques et morceaux de savon ont

été confectionnés et mis à la disposition des communautés. En outre, cette mobilisation sans précédent a participé à la réhabilitation des centres de dépistage et d'isolement pour les patients ainsi qu'à l'élaboration de chansons et de sketches destinés à la sensibilisation des communautés. Le programme CVR a également réalisé de nombreux forages, afin de répondre aux consignes sanitaires édictées pendant la pandémie et à la pénurie d'eau dans certaines localités. En dépit de ce contexte sanitaire très contraignant, la section DDR a continué de remplir fidèlement son mandat.

Plus que jamais à la lumière de la situation actuelle, le DDRR est appelé à offrir des alternatives susceptibles d'accompagner la RCA sur le chemin d'une paix pérenne et pour renouer avec un développement harmonieux, et enfin porter les aspirations de toute une population éreintée, par des cycles de crises.

## PARTIE NATIONALE

## INTERVIEW



## Samuel TOUATENA,

Coordonnateur de l'UEPNDDRR

# Les opérations de Désarmement et de Démobilisation ont contribué au retour de la paix malgré les difficultés

Le programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (PNDDRR) est mis en œuvre par l'Unité d'exécution du PNDDRR (UEPNDDRR) qui, après avoir mis en œuvre un projet, pilote a officiellement démarré les activités du grand DDR depuis décembre 2018. Dans cet interview le Coordonnateur général de l'UEPNDDRR, Samuel Touatena dresse le bilan des activités et nous parle des défis et perspectives du PNDDRR en République centrafricaine.

Par Juvenal Koherepede (Guira FM)

**Pouvez-vous M. le Coordonnateur nous dire ce que c'est que le DDR ? En quoi consiste-t-il ? Quels sont ses objectifs et quels en sont les critères d'éligibilité ?**

**Samuel Touatena :** Le sigle DDR signifie désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement pour les ex-combattants étrangers. Son objectif est de prendre les armes entre les mains des personnes qui les détiennent de manière illégale. Cela concerne les éléments des quatorze (14) groupes armés signataires de l'Accord du 10 mai 2015 et par la suite de l'Accord politique de paix et de réconciliation (APPR). Ces éléments sont démobilisés et réintégrés dans les différentes options qui leur sont proposées. Pour participer au processus de DDR, les groupes armés doivent respecter deux critères d'éligibilité selon les deux (2) Accords (Accord de Bangui et APPR) à savoir Faire partir des 14 groupes armés signataires de l'APPR et remettre une arme de guerre fonctionnelle ou réparable.

**Le 18 décembre 2018 à Paoua, le Président de la République lançait le Grand programme**

**de DDR. Trois ans après, quel est le bilan du DDR en Centrafrique ?**

Le bilan est positif, les opérations de désarmement et démobilisation (DD) sont en cours. Après le lancement par le Chef de l'Etat, dans la zone de défense Nord-Ouest qui concerne les localités de Paoua, Abba, Beloko, Besson, Bouar, Bozoum, Dilapoko, Ndjim, Kouï. Dans cette zone nous avons désarmé et démobilisé 1323 combattants dont 81 femmes. Ensuite nous avons attaqué la zone de défense Nord-Est et Centre avec les localités de Ndele, Lamena, Bria, Birao, Kaga Bandoro et Mbrès. Là, 1307 combattants dont 64 femmes ont été désarmés et démobilisés. Nous avons également mené des opérations dans la zone Autonome de Bangui avec 329 combattants dont 54 femmes qui ont été désarmés et démobilisés. Donc depuis le début des opérations le 17 décembre 2018, jusqu'au 14 juin 2021, au total 3023 combattants dont 199 femmes ont été désarmés et démobilisés. Il reste encore une troisième zone de défense celle du Sud-Est qui n'a pas encore été traitée qui comprends la préfecture de Bangassou et ses localités environnantes. En termes d'armement, les 3023 ex-combattants

ont déposé 2,487 armes de guerre, 1,308 explosifs, 111,918 munitions, 1,223 chargeurs vides et 01 mine.

**Quels sont les options qui s'offrent à l'ex-combattant après le désarmement et la démobilisation (DD) ?**

Trois options de réintégration s'offrent à l'ex-combattant après le DD. La première option est l'intégration dans les forces de défenses et de sécurité (FACA, Police, Gendarmerie). La seconde est la réintégration dans la vie civile à travers les activités socio-économiques. Dans ce volet l'ex-combattant reçoit d'abord une formation de réinsertion pendant 3 mois en vue d'un changement de mentalité. Il reçoit ensuite une formation professionnelle de 6 mois dans un métier selon son choix. A la fin de la formation, l'ex-combattant reçoit un Kit pour réaliser une activité génératrice de revenus. La troisième option est l'intégration au sein des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS) qui a été créé sur la base des recommandations faites dans l'APPR dans le but de sécuriser les couloirs de transhumance.



▲ Samuel Touatena, Coordonnateur général de l'UEPNDDRR

**Pensez-vous que les opérations de désarmement et démobilisation (DD) qui se sont déroulées et qui sont toujours en cours ont contribué à la paix et à la cohésion sociale en République centrafricaine ?**

Je peux dire que les opérations de DD ont contribué au retour de la paix en République Centrafricaine en sachant bien évidemment que nous avons été confrontés à des difficultés. Cependant, nous retenons que dans la plupart des zones dans lesquelles nous avons effectué les opérations la paix et la sécurité y sont revenues. Je vous donne l'exemple de Paoua, une localité qui était auparavant sous con-

trôle de plusieurs groupes armés mais après les opérations DD, elle a repris le cours normal de la vie en vaquant à ses occupations. Elle a même repris ses activités agricoles car récemment Paoua a approvisionné le pays et surtout la capitale Bangui en produits vivriers. C'est le DDR qui a contribué à la paix et la sécurisation de la ville et a permis aux populations de vaquer librement à leurs occupations notamment de faire les activités champêtres.

**Quels sont les défis auxquels vous êtes confrontés dans la mise en œuvre du programme DDR, surtout en tenant compte de l'effet déstabilisateur engendré sur le pays par**

**la coalition de certains groupes armés ?**

Nous sommes confrontés à plusieurs défis mais le plus important est le manque de volonté de certains groupes armés. Bien qu'étant signataires des accords, ils ne respectent pas la part qui leur incombe. Par exemple, il est stipulé dans l'article 5g de l'APPR que les groupes armés doivent mettre à la disposition de l'UEPNDDRR la liste de leurs éléments avant les opérations DD. Mais ce n'est pas toujours le cas. On les reçoit de façon sporadique et elle n'est pas conforme quand on fait les vérifications. Parfois lorsque nous allons pour les opérations, le nombre de combattants at-

tendus ne se présentent pas. Il est prévu de désarmer en moyenne 30 à 40 combattants par jour mais parfois ils se présentent sur les sites DD à contre goutte. Dans ces cas, nous sommes obligés d'étendre la durée de la mission des équipes mobiles. Cela crée un retard dans les opérations et décredibilise le processus vis-à-vis des bailleurs et des autres partenaires.

### Pouvez-vous partager votre évaluation sur la collaboration entre votre structure et la section DDR de la MINUSCA ?

La collaboration entre la section DDR de la MINUSCA et l'UEPNDDRR se déroule très bien. La MINUSCA qui fait partie des premiers partenaires financiers nous apporte son appui à divers niveaux pour la mise en œuvre du Programme National de DDRR (PNDDRR). On peut parler tout d'abord de l'appui technique qu'elle nous apporte à travers son soutien à l'organisation et la planification des opérations DD, son soutien à la communication, sa participation active au plaidoyer auprès des groupes armés et à la mobilisation des fonds auprès des partenaires internationaux pour soutenir le programme.

Ensuite, la MINUSCA apporte un soutien financier aux opérations DD à travers des fonds propre et des fonds des USA. Par exemple elle prend en charge les perdiem des équipes mobiles durant les opérations DD. Elle prend aussi en charge les allocations de réinsertion des démobilisés pendant la phase de DD.

En outre, la MINUSCA apporte son soutien pour la sécurisation des opérations DD, avec le support de la Force conjointement avec les FDSI qui se chargent d'escorter les équipes mobiles sur le terrain.

Enfin, nous pouvons noter le soutien logistique pour le personnel de l'UEPNDDRR selon les moyens disponibles. Par exemple, il y a des zones qui sont inaccessibles par route donc la MINUSCA se charge de transporter nos équipes par voie aérienne.

### Quelles sont les perspectives du PNDDRR à court et à moyen terme ?

Comme perspectives, nous prévoyons nous rendre très pro-

chainement dans les zones qui ne sont pas encore couvertes telles que Ouanda Djale et Samwandja. Nous reviendrons à Bria parce qu'il y a encore des éléments qui n'ont pas encore été pris en compte. Nous irons ensuite à Batangafo, Kabo, Markounda etc... Bien entendu,

nous tiendrons des réunions de planification avec la MINUSCA avant d'y aller pour la réussite de ces opérations. Pour terminer, le Chef de l'Etat a affirmé au cours de son discours d'investiture qu'à l'issue de son second mandat, il n'y ait plus aucun groupe armé actif sur

le territoire national et que le DDRR soit complètement achevé. On s'attèle donc au travail avec les différents partenaires pour mettre en place une stratégie en vue d'atteindre cet objectif.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

### LE PROGRAMME NATIONAL DE DDRR EN 4 POINTS

■ Pour participer au processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), les groupes armés doivent respecter deux critères d'éligibilité selon les Accords (Accord de Bangui et APPR) :

- Faire partir des 14 groupes armés signataires de l'APPR ;
- Remettre une arme de guerre fonctionnelle ou réparable.

■ A ce jour 3,023 dont 199 Femmes ont été désarmés et démobilisés dans plusieurs localités du pays notamment à Paoua, Abba, Beloko, Besson, Bouar Bozoum, Dilapoko, Ndjim, Kouï, Lamena, Ndele, Birao, Bria, Kaga Bandoro, Mbrès et Bangui.

■ Depuis le début des opérations de Désarmement et Démobilisation (DD) en 2018, les groupes armés ont déposé au total 2,487 armes de guerre, 1,308 explosifs, 111,918 munitions, 1,223 chargeurs vides et 01 mine.

■ Après le Désarmement et la Démobilisation, les ex-combattants ont trois options de réintégration : la réintégration dans la vie civile à travers les activités socio-économiques, l'intégration dans les forces de défenses et de sécurité (FACA, Police Gendarmerie) et l'intégration au sein des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité (USMS).



▲ Des membres des groupes armés du camp Béal à Bangui lors de la signature, le 28 mai 2015, d'un protocole d'accord entre le Gouvernement de Transition.

## TABLEAU RÉCAPITULATIF DES EX-COMBATTANTS DÉSARMÉS ET DÉMOBILISÉS PAR GROUPE ARMÉ

N	Groupes Armés	Nbre de femmes	Nbre d'Hommes	Total
1	AB Mokom	21	343	364
2	AB Ngaissona	22	187	209
3	RJ/Belanga	7	121	128
4	RJ/Sayo	6	165	171
5	UFR	31	85	116
6	UFR-F	39	240	279
7	FDPC	5	71	76
8	3R	2	250	252
9	MPC	17	298	315
10	FPRC	24	580	604
11	Seleka Renové	11	134	145
12	UPC	0	0	0
13	RPRC	10	267	277
14	MLCJ	4	83	87
<b>TOTAL</b>		<b>199</b>	<b>2,824</b>	<b>3,023</b>

Source: SIG UEPNDDRR

Retrouvez  
**RADIO GUIRA 93.3 FM**  
sur Facebook et Twitter



## MINUSCA

## INTERVIEW

**Pierre Emmanuel Ubalijoro,**

Chef de la section DDR de la MINUSCA

**Contribuer à l'effort de paix et à la stabilisation des communautés**

La section DDR a reçu le mandat d'appuyer les autorités centrafricaines à élaborer et à mettre en œuvre le programme DDR. Quel est le contenu de cet appui ? Par ailleurs, elle met en œuvre des projets de réduction de la violence communautaire, communément appelé CVR, dans plusieurs localités du pays. Quels en sont les objectifs et les cibles ? Autant de questions auxquelles répond le Chef de la section DDR de la MINUSCA, Pierre Emmanuel Ubalijoro, qui dresse également le bilan des réalisations avant d'en évoquer les perspectives.

Par Adeline Gouet

**Conformément au Mandat de la mission en matière de DDR, quel est l'appui de la MINUSCA au programme national de DDR ?**

L'appui de la MINUSCA au programme national de DDR se situe à plusieurs niveaux. Tout d'abord nous apportons un soutien technique à l'Unité d'Exécution du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (UEPNDDR) à travers les réunions d'organisation et de planification des futures opérations de désarmement et de démobilisation (DD). Nous participons activement aux plaidoyers envers les groupes armés pour les amener au DDR. Nous mobilisons des fonds, auprès des partenaires internationaux, pour soutenir le PND-DR. Nous apportons un appui à la coordination des partenaires internationaux. Ensuite, nous apportons un soutien financier aux opérations DD pour le déploiement des équipes mobiles et les allocations aux démobilisés pendant la phase DD à travers les fonds propre de la MINUSCA et les fonds des États-Unis d'Amérique. Par ailleurs, nous appuyons la sécurisation des opérations DD, avec le support de la Force MINUSCA con-

jointement avec les FDSI pour les escortes aux déplacements. Enfin, nous donnons un soutien logistique pour le personnel UEPNDDR selon les moyens pour leur déplacement aérien.

**L'autre aspect de votre Mandat est d'aider les Autorités Centra-**

**fricaines à mettre en œuvre le programme de réduction de la violence communautaire qu'on appelle communément CVR.**

**LE CVR A PERMIS D'INTERVENIR RAPIDEMENT DANS DES LOCALITÉS EN CONFLITS LOCAUX, POUR OFFRIR UNE ALTERNATIVE À LA VIOLENCE, AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ET À CRÉER UN ESPACE DE DIALOGUE.****Qu'est-ce que c'est que le CVR ? Quels sont ses objectifs et quelles cibles vise-t-il ?**

Le CVR est l'acronyme de l'anglais "Community Violence Reduction" qui veut dire Réduction de la Violence Communautaire. Comme son nom l'indique c'est un programme qui vise la réduction de la violence au niveau communautaire. Il contribue à la pacification et stabilisation des communautés et est un outil très flexible qui permet d'intervenir rapidement en cas de conflits locaux pour offrir une alternative à la violence, améliorer la sécurité et créer un espace de dialogue, qui peut aboutir à des accords de paix/de non-agression au niveau local (à leur tour soutenus par les activités CVR). Il Renforce la résilience des communautés contre les dynamiques de conflits locaux. Il est conçu pour être complémentaire au PNDDR et vise les communautés. Le CVR cible les jeunes enclins à la violence y compris les jeunes associés aux groupes armés et/ou groupes d'autodéfense non éligibles au PNDDR ; les autres membres de la communauté, avec une attention à la participation de minimum 30% de femmes.

**Pouvez-vous nous donner le bilan des réalisations de cette année et les perspectives ?**

Pour l'année fiscale 2020-2021, le CVR a pris en compte 3672 bénéficiaires dont 1529 femmes répartis comme suit : 1100 dans la capitale Bangui précisément au 3<sup>e</sup> arrondissement et 25120 en régions dans les localités de

Bouar, Bossangoa, Bria, Bangassou et en plus du 3<sup>e</sup> arrondissement de Kaga-Bandoro. Nous avons réalisé plusieurs activités dont certaines sont en cours notamment la formation professionnelle de courte durée (3 mois) y compris la formation civique/cohésion sociale pour transmettre des valeurs citoyennes aux bénéficiaires en vue d'un changement de comportement (renonciation à la violence). La remise de Kits aux bénéficiaires comme soutien au démarrage d'activités génératrice de revenus qui leur a permis de réaliser plusieurs activités telles que le commerce, la mécanique, la conduite, l'agropastoral, l'informatique etc. Plusieurs sessions de sensibilisation ont été menées en soutien à la cohésion sociale, la vie pacifique. La réconciliation et la collecte d'armes, en soutien de la réduction de la violence communautaire. Cette année nous avons jusque-là collecté auprès des communautés 1393 armes artisanales et 63 armes de guerre. Il y a également la réalisation de projets d'intérêt communautaire et des opportunités pour cash for work (par exemple la construction de centres culturels et de centres de formations, de latrines pour hôpitaux et établissements scolaires de marchés etc. La réalisation d'activités en soutien aux comités locaux de crises Covid1-19 et aux autorités locales dans la riposte contre la Covid-19 (sensibilisation, fabrication de masques, savons, réhabilitation et construction de

**EN TERMES DE PERSPECTIVES, NOUS PRÉVOYONS POUR LA PROCHAINE ANNÉE BUDGÉTAIRE ÉTENDRE LE PROJET CVR A DE NOUVELLES LOCALITÉS NOTAMMENT BIRAO ET NDELE EN PLUS CELLES DANS LESQUELLES NOUS METTONS DÉJÀ EN ŒUVRE LES PROJETS CVR.**

centres de dépistage, d'isolement, de points d'eau etc.). En termes de perspectives, nous prévoyons pour la prochaine année budgétaire étendre le programme CVR à de nouvelles localités notamment Birao et Ndele en plus de celles dans lesquelles

nous mettons déjà en œuvre des projets. En région ce sera donc Kaga-Bandoro, Bria, Bouar, Bangassou, Bossangoa, Ndele et Birao pour un total de 3500 bénéficiaires. A Bangui, nous irons cette année vers de nouveaux arrondissements, en plus du 3<sup>e</sup> arrondissement.

**Pensez-vous que le CVR ait contribué à stabiliser les communautés et renforcer la cohésion sociale ?**

Le CVR a contribué à stabiliser les communautés et à renforcer la cohésion sociale. Il a permis d'intervenir rapidement dans des localités en conflits locaux pour offrir une alternative à la violence, améliorer la sécurité et à créer un espace de dialogue.

En donnant des formations professionnelles et des activités génératrices de revenus à ces jeunes enclins à la violence et aux personnes vulnérables qui constituent la cible du CVR, cela leur donne une occupation et une autonomie financière et par ricochet diminue la violence. Les différentes sessions de sensibilisation que nous menons à l'intention de nos bénéficiaires et de l'ensemble de la communauté sur des thématiques importantes telles que la cohésion sociale, la coexistence pacifique, la réconciliation renforcent en effet la cohésion sociale au sein des communautés. C'est l'exemple de Bangassou qui, après la crise communautaire de 2017, a bénéficié du programme CVR. Cela a contribué à la stabilisation de la localité en offrant des alternatives à la violence à travers la collecte des armes, les formations, les Activités génératrices de revenus (AGR) et les sessions de sensibilisations à la cohésion sociale. C'est aussi le cas du CVR

Bangui qui a contribué à la stabilisation du PK5 en prenant en compte des groupes d'auto-défenses. A la date d'aujourd'hui 1176 membres des groupes d'auto-défenses ont été pris en compte dans le programme CVR.

## BANGUI

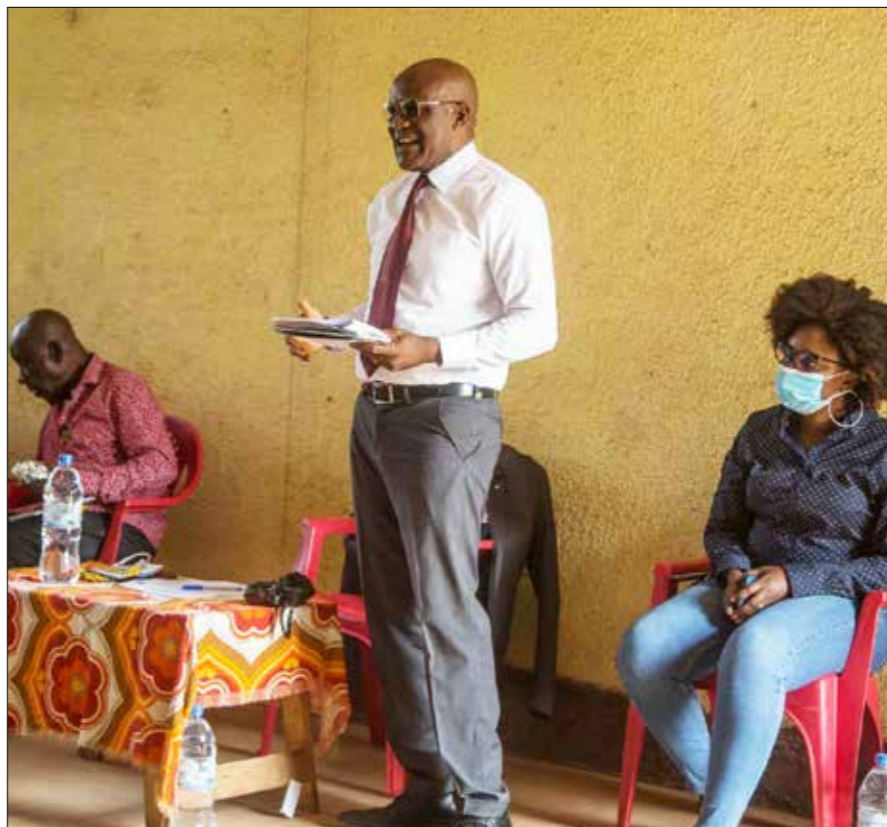
## DAVANTAGE DE SENSIBILISATEURS POUR LA COHESION SOCIALE DANS LE 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE BANGUI

Pour contribuer à la cohésion sociale au sein de leurs communautés respectives, 20 leaders communautaires représentant les autorités locales, les membres du Comité local de paix et de réconciliation (CLPR), et les organisations féminines et de la jeunesse du 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui ont pris part, les 15 et 16 février 2021, à un atelier de renforcement des capacités en médiation, gestion de conflits et cohésion sociale. Ledit atelier a été organisé par la section DDR de la MINUSCA, en partenariat avec UNOPS et le CLPR du 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui.

Par Ghislaine ATTA

Comme l'explique l'officier du programme de Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) de la MINUSCA, Adeline Gouet Tokalo, « le programme de Réduction de la violence communautaire (CVR) 2020-2021 à Bangui, qui cible, pour sa première phase, 600 bénéficiaires du 3<sup>e</sup> arrondissement dont 400 ex-éléments de groupes d'autodéfenses du PK5 et 200 autres membres de la communauté, prévoit l'organisation d'activités destinées à soutenir la cohésion sociale, la réconciliation et la coexistence pacifique ». D'où la tenue du présent atelier, afin de mobiliser davantage de personnes pour sensibiliser sur la cohésion sociale au sein de la communauté.

« Dans le contexte que nous vivons, c'est une opportunité offerte pour qu'à la base, le Centrafricain essaie de se ressaisir et de gérer la crise actuelle », a, pour sa part, indiqué Zéphirin Kaya, l'expert qui dispense la formation du jour. « A terme, nous attendons des participants, qu'ils maîtrisent le concept de crise et la gestion des conflits locaux. Ces connaissances ainsi acquises vont leur permettre de descendre sur le terrain et jouer ce rôle de mobilisation, de sensibilisation, d'éducation et d'information de la communauté », a-t-il poursuivi.



▲ Zéphirin Kaya, expert en communication sociale intervenant sur médiation, gestion de conflits.

Leader communautaire au quartier Castors, Fabrice Dekoua, fait valoir quant à lui, que « cette formation vient compléter ce que nous faisons déjà auprès de nos communautés. Désormais, nous serons capables de reconnaître la source d'un conflit afin de mieux gérer son développement. L'étape suivante consistera à inform-

er nos frères et sœurs et les amener à mieux comprendre le conflit et choisir le dialogue ».

Actualité sanitaire oblige, un module relatif à la prévention contre la pandémie de COVID-19 a également été dispensé aux leaders communautaires qui se sont dit décidés à jouer pleinement leur rôle.

## DROITS DE LA FEMME

## PERENNISER LES ACQUIS DU CVR DANS LE 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE BANGUI



▲ Zenaide Gatelli, Cheffe adjointe de la Section DDR-MINUSCA, intervenant sur l'implication des femmes dans le CVR

A l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, la section DDR de la MINUSCA en partenariat avec UNOPS et le CLPR du 3<sup>e</sup> Arrondissement a organisé, le 08 mars 2021 à la Maison du Patrimoine du quartier BEA-REX, une journée de réflexion et d'échanges sur la pérennisation des acquis du programme de réduction de la violence communautaire (CVR) avec les femmes du 3<sup>e</sup> Arrondissement.

Par Adeline Gouet

Cinquante femmes dont des leaders politiques, des associations féminines, d'anciennes et de nouvelles bénéficiaires du programme CVR ont participé à cette journée au cours de laquelle ces femmes actrices du projet CVR ont pu échanger et réfléchir sur comment pérenniser ses acquis dans leur arrondissement.

Cette journée a été marquée par la présentation de trois principaux thèmes. Le premier intitulé « l'implication des femmes dans le programme CVR comme moteur de changement » a été abordée par la Cheffe Adjointe de MINUSCA/DDR. C'était l'occasion pour elle de présenter le programme CVR et de montrer la place que la femme y occupe. « Le programme CVR encourage la participation active d'au moins 30% de femmes dans les structures décisionnelles telles que le Comité Local

du projet (Régions) et le CLPR (Bangui) et également au moins 30% de femmes en tant que bénéficiaires ».

Le second thème a porté sur le rôle de la femme dans la cohésion sociale, abordée par Mme Doui Rosalie, représentante de OFCA qui a outillé les femmes afin qu'elles soient des agents de cohésion dans leur communauté. Le dernier orateur, M. Kaya Zéphirin, consultant, a quant à lui fait son exposé sur l'appropriation et la pérennisation des acquis du projet CVR pour une autonomisation de la femme. Pour lui, c'est une gestion rationnelle des biens acquis lors de la formation et les kits de réinsertion ce qui rendrait la femme plus autonome. Les présentations ont laissé place à des séances d'échanges entre les différents participants et les orateurs.

La journée a pris fin avec une longue série de témoignages d'anciennes bénéficiaires du programme CVR qui

ont eu droit à une formation professionnelle et un soutien au démarrage de leurs activités génératrices revenus. Aujourd'hui elles gèrent leurs propres activités et sont des modèles de réussite dans leur communauté. C'est l'exemple de Olivia Mouno, une ancienne bénéficiaire du CVR, qui après sa formation professionnelle dans le métier de la conduite a obtenu un permis de conduire qui a débouché à un emploi en tant que chauffeur à la MINUSCA : « le CVR m'a ouvert les portes. Après ma formation et l'obtention de mon permis de conduire, j'ai postulé à une offre d'emploi de chauffeur à la MINUSCA. J'ai eu la chance d'être prise et aujourd'hui je fais partie des rares femmes dans ce métier... »

Les participantes dans les recommandations ont demandé que cette journée de réflexion et d'échanges sur le programme CVR soient pérennisées dans le futur.



# DEUX FEMMES MODÈLES DE RÉUSSITE DU 3<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE BANGUI

PORTRAIT

## MARICKA SANDRINE ZAGUIKA

Maricka Sandrine ZAGUIKA, 33 ans et mère de 03 enfants est une ancienne bénéficiaire du projet de formation en couturière dans le cadre du programme de Réduction de la violence communautaire (CVR).

Par Adeline Gouet

Après trois mois de formation professionnelle en 2019, Maricka a reçu un soutien au démarrage de son activité génératrice de revenus, composé d'un Kit en couture.

Installée aujourd'hui dans le quartier Malimaka dans le troisième arrondissement de Bangui, l'atelier de

couture de Maricka spécialisé en coupe dame, ne désempli pas. Elle reçoit beaucoup de commande des femmes de sa communauté.

« Grâce au projet CVR, je suis devenue entrepreneure je suis une femme autonome et j'arrive à subvenir aux besoins de mes enfants j'ai mon propre atelier dans lequel j'ai embauché deux apprentis, » témoigne-elle.

Maricka est aujourd'hui un véritable modèle de réussite pour les jeunes femmes de sa communauté. Au cours de son témoignage lors de la journée d'échanges entre les femmes sur la pérennisation du CVR dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui, elle s'est engagée à former des stagiaires bénéficiaires du CVR qui souhaitent parfaire leur pratique en couture.



▲ Maricka, ancienne bénéficiaire du projet de formation en couturière dans le cadre du programme de Réduction de la violence communautaire (CVR) dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui

PORTRAIT

## OLIVIA MOUNO

■ Olivia Mouno, conductrice automobile, bénéficiaire d'une activité du Programme de Réduction de la violence communautaire (CVR) dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui

Olivia Mouno, jeune femme âgée de 28 ans et mère d'une fille, a été bénéficiaire d'une activité du Programme de Réduction de la violence communautaire (CVR) dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui. Après sa formation professionnelle de courte durée (3 mois) en conduite automobile, elle a passé avec succès son permis de conduire et a bénéficié d'un Kit d'outil de mécanique auto. Aujourd'hui elle est conductrice du bus à la MINUSCA, un modèle de réussite dans sa communauté.

Par Adeline Gouet

« J'étais à la maison sans activité. Je me suis dit pourquoi ne pas ne pas chercher un emploi en tant que conductrice étant donné que j'ai un permis. J'ai commencé à sillonner les entreprises jusqu'à ce qu'un jour j'arrive à la MINUSCA où je vois un avis de recrutement de chauffeur dans lequel les candidatures féminines étaient vivement encouragées. Je me suis empressée de postuler et après plusieurs tests ma candidature a été retenue et ça va bientôt faire un an que je suis conductrice à la MINUSCA » témoigne-t-elle.

Olivia ainsi que sa famille ont été victimes de la crise qui est survenue en République centrafricaine. Avant la crise elle n'avait pas d'activité, elle était prise en charge par ses parents. Lorsqu'en 2019, elle est sélectionnée pour le Programme CVR en tant que membre de la communauté, au 3<sup>e</sup> arrondissement elle

a été l'une des rares femmes à opter pour la filière de conducteur. « Au début ce n'était pas facile pour moi car même pendant ce projet CVR, il y a eu plusieurs hommes qui s'étonnaient de me voir faire cette formation. Aujourd'hui même en tant que professionnelle ce n'est toujours pas facile car c'est un méti-

er, en général, fait par des hommes. Mais j'ai eu les encouragements de ma mère et de ma superviseuse qui m'ont motivé à aller jusqu'au bout ».

Aujourd'hui, l'ex bénéficiaire du Programme CVR est devenue une femme autonome, elle jouit d'un emploi stable et arrive à se prendre en charge ainsi que sa famille. Elle est un véritable modèle de réussite. Grâce à son témoignage, plusieurs jeunes femmes de sa communauté, qui sont également bénéficiaires du Programme CVR se tournent vers des formations qui habituellement sont suivies par des hommes telles que la mécanique et la conduite. « Je voudrais encourager mes sœurs ne pas rester oisive, à embrasser un métier qui leur permettra d'être autonome. Aussi, en tant que femme, nous sommes capables de faire tous les métiers pourvus qu'on soit déterminée ».



## BRAVER L'INCONNU POUR EMBRASSER L'ÉPANOUISSEMENT À PK5

La frustration après la perte de leurs principaux gagne-pains et non l'idéologie qui les avait poussé la plupart à se ranger du côté des groupes d'autodéfense pendant la crise de 2013. Dans ce quartier réputé chaud de PK5 dans le 3e arrondissement de Bangui, quatre ex-autodéfenses veulent changer les choses. En 2016, ils ont bravé les incertitudes en déposant volontairement les armes, avant d'apprendre un métier. Aujourd'hui épanouis, ils parlent et rêvent de paix et de développement pour tous.

Par Ghislaine ATTA



■ **Ibrahim Ousmane Saleh**, 42 ans, mécanicien, marié et père de 6 enfants  
« Avant, du fait de mon statut d'élément d'autodéfense, je craignais de sortir de PK5. Aujourd'hui, grâce au CVR, j'ai la possibilité d'aller partout dans la ville d'effectuer les dépannages dans le cadre de mon activité. C'est intéressant, et pour moi, c'est le signe que la paix est là. Avec mes collègues de formation, nous sommes devenus une grande famille. Nous ne nous connaissions pas auparavant, mais la formation a permis de nous connaître et travailler ensemble. Aujourd'hui entre mécaniciens, nous nous sollicitons mutuellement pour des interventions chez des clients. Grâce au CVR, nous avons complètement abandonné les armes. Cependant, je crois que certains efforts de développement doivent nous accompagner à savoir, l'électricité partout et pour tous, l'eau potable, etc., afin que nous soyons à l'aise dans notre environnement ».



■ **Gambo Sossane**, Commerçant, 33 ans, marié et père de 2 enfants  
« J'avoue que j'avais peur de m'engager, car l'on racontait que cette opération était une manière de nous piéger, et nous remettre aux mains de la justice. Mais j'ai pris courage et j'ai décidé de faire confiance à la MINUSCA. Le CVR nous a beaucoup aidés. Pendant la formation, j'ai pu économiser un peu dans le pécule que j'ai reçu, ce qui m'a permis d'assurer le quotidien, le kit d'installation composé de produits de première nécessité reçu à la fin de la formation m'a permis de relancer mon activité de commerce. Aujourd'hui, près de cinq ans plus tard, à force de travail, j'arrive à voyager à l'intérieur du pays où je vends mes marchandises. Mon rêve ? Me rendre dans les pays voisins pour acheter et revendre toutes sortes de marchandises, construire enfin la maison que je veux offrir à ma famille ! ».

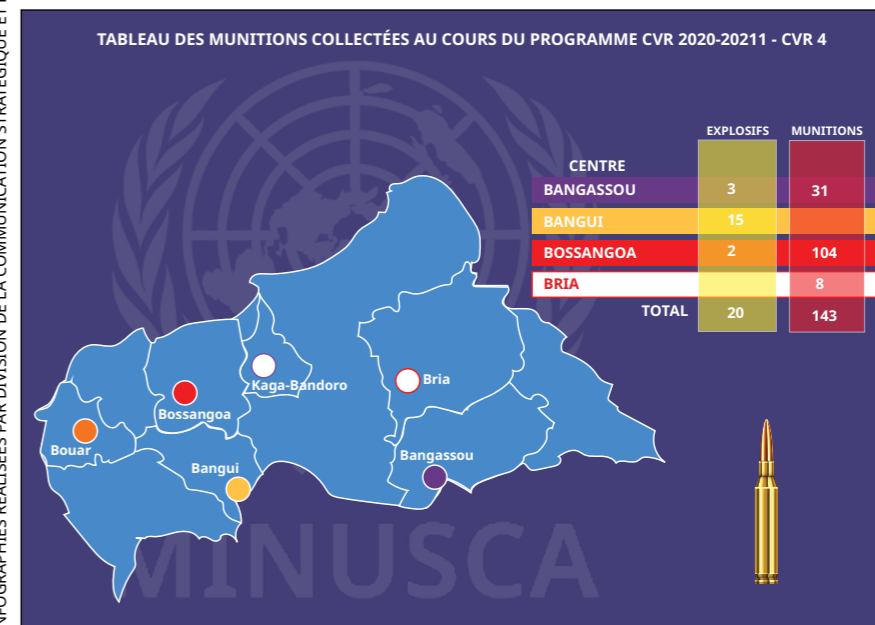
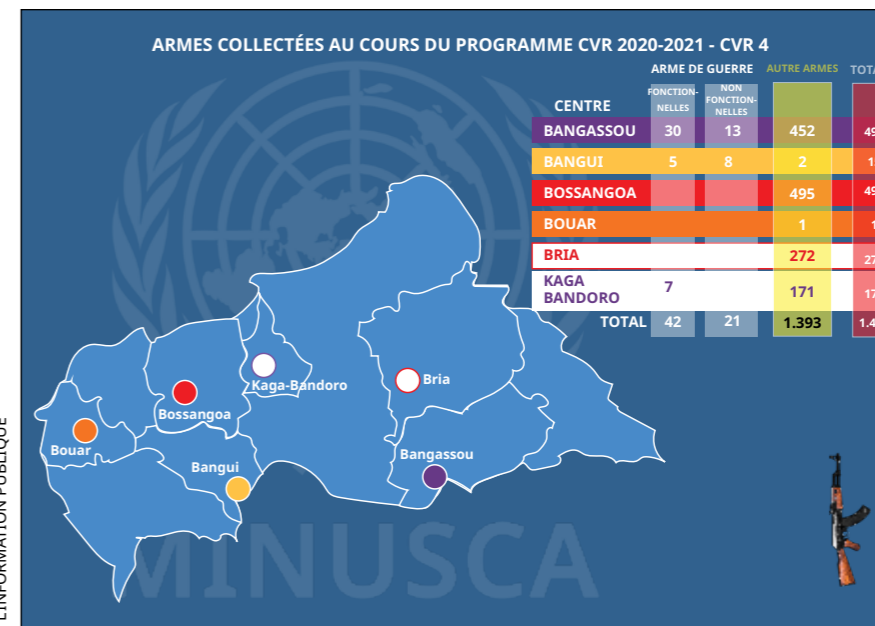
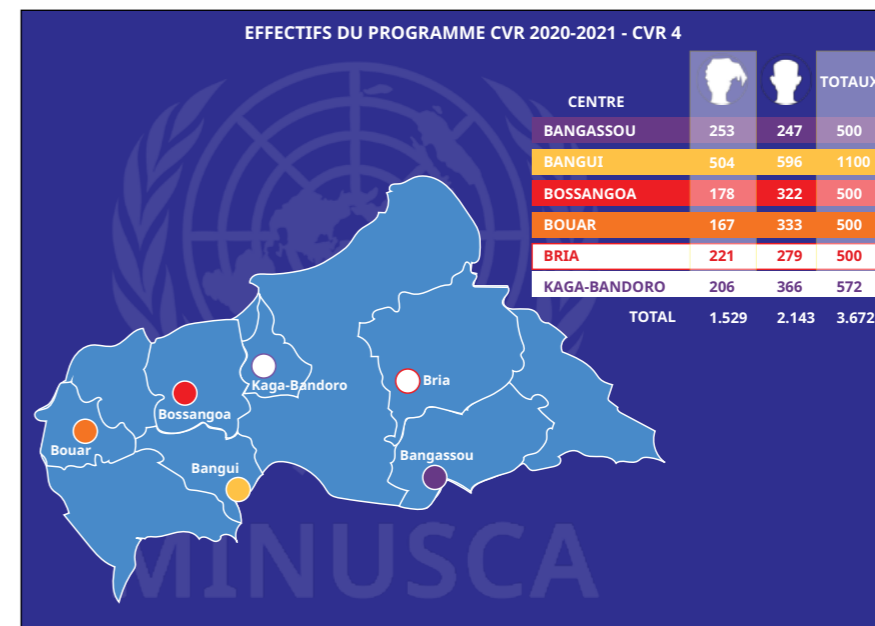


■ **Amir Sinoussi**, mécanicien, 30 ans, père de 3 enfants  
« Avant les violences de 2013, j'étais chauffeur de taxi dans la ville de Bangui. J'ai rejoint un groupe de combattants lorsque j'ai perdu mon seul gagne-pain pendant la crise. Lorsque le programme CVR a été mis en place, j'y ai adhéré et j'ai opté pour la mécanique. Aujourd'hui je suis propriétaire de mon propre garage. Je gagne entre 30.000 FCFA et 40.000 FCFA par semaine. J'ai pour apprentis quelques jeunes du quartier, et je fais des dépannages dans les villes environnantes ».



■ **Dida Adam**, 31 ans, commerçant, marié et père de 2 enfants  
Le début de l'opération, en 2016, n'a pas été facile. Tout le monde avait peur, car le programme rassemblait à la fois les anti Balaka et Seleka. Il m'a fallu du courage pour m'engager. Je n'ai jamais été inquiet, ni pendant, ni après la formation. Aujourd'hui, j'ai reconstruit ma boutique et je possède un petit entrepôt. Grâce au CVR j'ai pu stabiliser ma situation matrimoniale : je me suis marié et j'ai deux enfants de 5 et 4 ans. Il faut dire que notre exemple a encouragé beaucoup de jeunes de notre communauté à s'engager dans le programme, mais force est de constater que le contenu des kits n'est plus aussi fourni qu'à notre époque. Je plaide donc pour qu'ils aient les mêmes chances que nous.

## INFOGRAPHIE



INFOGRAPHIES RÉALISÉES PAR DIVISION DE LA COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DE L'INFORMATION PUBLIQUE

## BANGASSOU

## CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT À BANGASSOU

Dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), 600 arbres ont été plantés au collège de Bangassou (en construction) afin de créer un environnement propice aux activités d'apprentissage des élèves.

Par Wendyam Aristide Sawadogo



▲ Campagne de reboisement au collège de Bangassou en vue de restaurer un environnement propice aux activités d'apprentissage des élèves

La section DDR de la MINUSCA, en collaboration avec la Direction Régionale de l'Environnement et les Autorités locales de Bangassou a lancé, le 01 mai 2021, une campagne de reboisement à travers des activités de travail à haute intensité de main d'œuvre. Ce lancement a été présidé par le Sous-préfet de la localité, M. Cyrille MALEYAO et le Chef de bureau de la MINUSCA, M. Rosevel Pierre Louis. Ce dernier a appelé l'ensemble de la population à prendre soin de ces arbres : « J'encourage les représentants du district et l'ensemble de la population à entretenir les différents variétés de plante et d'arbres au fur et à mesure de leur croissance pour un environnement sain et durable » Le Sous-préfet a, quant à lui, profité de l'occasion pour remercier la MINUSCA et féliciter les bénéficiaires : « Je voudrais remercier la MINUSCA pour son formidable soutien à tous les niveaux et aussi féliciter les bénéficiaires du CVR pour votre travail et votre engagement continu pour le bien-être de votre communauté ».

D'ici la fin de cette campagne de reboisement, plus de 2 000 arbres seront plantés par ce projet CVR en collaboration avec le département régional de l'environnement.

## DON DE SANG ET DE PRÉVENTION CONTRE LE COVID-19

Les bénéficiaires du programme de Réduction de la Violence communautaire (RVC) mené par la section Désarmement, Démobilisation, Réintégration de la MINUSCA à Bangassou (préfecture du Mbomou), s'activent depuis un mois dans une campagne de don de sang, en vue de contribuer aux besoins de la communauté. La journée du 20 mai 2021 a été consacrée à la sensibilisation pour le don volontaire de sang, le COVID-19 et le VIH/SIDA.

Par Wendyam Aristide Sawadogo



▲ Prélèvement d'une bénéficiaire du projet de Réduction de la Violence communautaire (RVC) lors d'une campagne de don de sang en vue de contribuer aux besoins de la communauté

Pour ses activités de haute intensité de main d'œuvre encore appelées Cash for Work, la MINUSCA à Bangassou mobilise, en 2021, 500 bénéficiaires dont 253 femmes, ex-combattants anti Balaka et membres de la communauté. Solidaires de leurs frères et sœurs touchés par la dernière crise sécuritaire de janvier 2021, ils se sont engagés activement dans des activités de cohésion sociale, de salubrité publique et de protection de l'environnement.

A ce jour, 50 bénéficiaires (dont 15 femmes) ont fait déjà le pas en donnant de leur sang pour disent-ils « honorer un acte citoyen » ou tout simplement « par altruisme » afin de sauver des vies. Mongindji Monique Fleurie, bénéficiaire du programme

RVC et aussi donneuse bénévole a exprimé sa joie à participer à cette action citoyenne : « Je n'avais jamais donner mon sang auparavant mais aujourd'hui je suis très honorée de le faire car cela peut sauver la vie de mes frères et sœurs de ma communauté ». Dans le cadre de ce bénévolat, les donneurs ont également bénéficié d'autres examens médicaux et de prise en charge médicale gratuite en cas de découverte de maladies infectieuses comme le VIH/SIDA.

Selon le directeur adjoint de l'hôpital régional de Bangassou, « la banque de sang de l'hôpital est constamment en rupture de stock, de sorte que nous sollicitons régulièrement le renfort de Bangui. En outre sur le plan sanitaire, la préfecture de Mbomou est la zone avec le taux de prévalence au VIH le plus élevé en République

centrafricaine. Plusieurs centaines de personnes ont été testées positives et malheureusement moins d'un tiers ont accès à un traitement. Par ailleurs, le nombre de cas de la Covid19 a augmenté dans la zone avec plus de 65 cas positif et trois décès enregistrés à la mi-mai. Cette initiative de la MINUSCA est la bienvenue, car elle vient renforcer l'hôpital en stock de sang ».

La MINUSCA à travers le programme CVR reste également mobilisée dans la prévention et la lutte contre la COVID-19 dans le Mbomou. Entre le 1er et le 15 mai 2021, 1200 masques, 40 seaux de lavage de main et 100 solutions chlorées ont été mis à la disposition des bénéficiaires du projet et à l'association des Femmes OFCA de la ville de Bangassou.

## PORTRAIT



▲ Vivien Ougoulou, ancien bénéficiaire du CVR dans son atelier de mécanique créé grâce à la dotation en kits de mécanique du programme DDR

## VIVIEN OUGOULOU, BANGASSOU À SON CITOYEN MODÈLE

« Ma dotation en kits de mécanique m'a permis d'ouvrir un atelier, en partenariat avec des amis. En outre, je suis l'heureux détenteur d'un permis de conduire après la formation certifiante grâce au programme CVR. Dans l'esprit de diversifier mes sources de revenus, j'ai postulé à MSF pour être un chauffeur-mécanicien. Sur plus de 200 dossiers, ma candidature a été retenue grâce à mes solides connaissances et formations reçues grâce au projet. Ce boulot de plus m'a permis de rehausser mon niveau de vie ». Ainsi résumée, l'histoire de l'ancien bénéficiaire du CVR, Vivien Ougoulou, 41 ans, marié et père de 5 enfants, et aujourd'hui chauffeur-mécanicien à l'ONG Médecins sans frontière (MSF) à Bangassou, fait rêver plus d'un.

Par Adeline Gouet Tokalo

**AU DÉBUT ÇA N'A PAS ÉTÉ FACILE. CERTAINS MEMBRES DU GROUPE SE SONT RETIRÉS POUR CONVENANCE PERSONNELLE. LES AUTRES ET MOI AVONS PERSÉVÉRÉ EN TRAVAILLANT DUR. QUELQUES MOIS APRÈS, NOTRE ACTIVITÉ NOUS PROCURAIT DE PETITS REVENUS À MÊME DE NOUS NOURRIR ET PRENDRE EN CHARGE NOS FAMILLES.**

son arme artisanale pour participer au projet CVR de la MINUSCA, en s'enregistrant dans la filière mécanique auto.

Après trois mois de formation professionnelle, Vivien a appris des notions en mécanique, et est en mesure de dépanner les motos et les automobiles. Il a, par ailleurs, acquis la maîtrise de la conduite automobile et obtenu son permis de conduire. Grâce à des séances de sensibilisations qui ont meublé sa formation, Vivien a aussi appris de nouvelles valeurs : le civisme, la citoyenneté, la cohésion sociale, le respect de l'autorité et des lois, l'acceptation de la différence religieuse, de culture de la paix, l'interdiction des violences basées sur le genre et surtout comment développer une activité génératrice de revenus.

Après ce temps d'apprentissage, il a bénéficié d'un kit de démarrage pour ouvrir son atelier de mécanique. Il a ainsi initié un partenariat avec des amis pour ouvrir un atelier de mécanique, bravant moult difficultés dans la réalisation de leur projet. « Au début ça n'a pas été facile. Certains membres du groupe se sont retirés pour convenance personnelle. Les autres et moi avons persévéré en travaillant dur. Quelques mois après, notre activité nous procurait de petits revenus à même de nous nourrir et prendre en charge nos familles. » affirme-t-il.

Cet atelier de mécanique lui a permis d'avoir une parfaite maîtrise et du professionnalisme dans son travail, lui ouvrant d'autres horizons comme son embauche à MSF en tant que chauffeur-mécanicien.

Et c'est à cœur-joie que Vivien invite tous ses pairs à renoncer à la violence et à tous actes similaires, et les encourage au travail. « J'invite les jeunes de Bangassou et de ce pays à renoncer définitivement à la violence, car on ne peut rien construire avec et par la violence. Aussi, il faut qu'ils arrêtent d'écouter les fausses rumeurs qui les y incitent ou à la détention d'armes de guerre. S'ils ont la chance de participer au programme CVR, je les invite à y prendre part sans hésiter. Qu'ils se mettent surtout au travail, pour être des citoyens modèles pour la ville de Bangassou, car l'avenir et le développement de la Centrafrique est entre nos mains », conclut-il.

Avant la crise, Vivien menait ses petites activités tantôt comme conducteur de taxi-moto, tantôt comme creuseur dans les sites miniers dans les zones minières à proximité de Bangassou. Bien que n'appartenant à aucun groupe armé ni à un groupe d'auto-défense, il avait en sa possession une arme de chasse : « Je gardais cette arme pour ma protection et celle de mes proches en cas de besoin », nous confie-t-il.

Vivien a entendu parler du programme CVR à travers les sensibilisations faites par la MINUSCA et les autorités locales dans la ville de Bangassou. Avec le retour des Forces armées centrafricaines (FACA) et de la Police, il a jugé qu'il était inutile d'avoir en sa possession une arme qui pouvait le mettre en danger lui et sa famille. Il a donc décidé de rendre

## BOSSANGOYA



▲ Le préfet de l'Ouham, Barthélémy Wilikon à l'inauguration de deux puits d'eau potable remis par le chef du bureau de la Minusca

## DE NOUVEAUX POINTS D'EAU POUR SOULAGER LES POPULATIONS DE VOUH ET FARASSA

Le samedi 15 mai 2021, le préfet de l'Ouham, Barthélémy Wilikon a inauguré deux puits d'eau potable remis par le chef du bureau de la Minusca, à la population des localités de Vouh et Farassa (situées à environ 7 kilomètres au Sud de Bossangoa). La réalisation de ces points d'eau, financée par la section DDR de la Minusca dans le cadre du Programme de réduction de la violence communautaire (RVC), a coûté 24 millions de francs CFA, et contribuent à alléger la souffrance des populations qui parcouraient plusieurs kilomètres à la recherche d'eau potable.

Par SINTICHE TCHINDA

« Il y a encore quelques jours, ici à Farassa, les femmes devaient parcourir de longues distances pour trouver de l'eau. Désormais, elles peuvent puiser juste devant leur maison », se réjouit une habitante de cette lo-

calité située à environ 7 kilomètres de Bossangoa. Le 17 mai 2021, en effet, à la suite de l'atelier de formation sur la gestion des forages et la prévention des conflits liés à l'eau, la MINUSCA, via sa section Désarmement démo-

bilisation et réinsertion en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), a procédé à la remise officielle des forages aux autorités de la préfecture de l'Ouham, en présence

des chefs et populations des villages de Vouh et Farassa.

Les populations joyeuses, ont exprimé avec des chants et des danses leur reconnaissance et se sont dit soulagées. Car, à part la distance, se posait également la question de la qualité de l'eau et le risque de maladies hydriques telles que la diarrhée. Avec ces forages, dont la potabilité

de l'eau a été testée et approuvée, ces problèmes sont réglés.

De quoi réjouir le préfet de l'Ouham, Barthélémy Wilikon, qui a adressé sa gratitude et celle de ses administrés à l'endroit de la MINUSCA pour le précieux concours qu'elle ne cesse d'apporter pour l'approvisionnement en eau potable dans l'Ouham. Saisissant enfin l'occasion de cette

rencontre, M. Wilikon a tenu à sensibiliser ses concitoyens sur les règles d'hygiène et de salubrité à respecter pour l'approvisionnement en eau, particulièrement en cette période de pandémie de COVID-19.

## L'OUHAM À L'ÉCOLE DE LA GESTION DES RUMEURS ET DE L'INFORMATION

Lutter contre les violences communautaires en période de conflits armés, c'est l'objectif poursuivi par l'atelier de formation organisé, les 11 et 12 février 2021 à Bossangoa, à l'intention de 100 membres des Comités locaux de paix, des autorités locales, des membres d'associations féminines, des journalistes, d'enseignants et des représentants de groupes armés, dans le cadre du Programme de réduction de violence communautaire (CVR) de la MINUSCA.

Par Sintiche Tchinda



fin. Nous, Centrafricains et populations de la ville de Bossangoa, devons-nous lever pour trouver une solution durable pour que la paix soit rétablie. Les enfants doivent retourner à l'école, et nous devons participer au développement de notre région et de notre pays en général ».

Le chef du bureau, par intérim, de la MINUSCA à Bossangoa, Enow Arrey Etta, a attiré l'attention des participants sur le travail réalisé par la Mission dans le cadre de son mandat pour ramener la paix dans l'Ouham. « L'on constate qu'aujourd'hui, malgré l'absence des Forces de sécurité intérieure (FSI), la MINUSCA est là, proche de la population pour veiller à leur protection », a-t-il indiqué.

Les participants se sont, pour leur part, dits édifiés par les échanges sur la question particulière des rumeurs en période de crise et fondamentalement, sur l'impact négatif de ces rumeurs dans l'enlèvement de la crise et la destruction du tissu social. « La désinformation et la mésinformation qui sont les caractéristiques

d'une rumeur, ont des conséquences désastreuses à la fois sur notre environnement, mais aussi contribuent à la création d'un environnement de peur et de psychose. Cette psychose conduit à la méfiance, et à la création des tensions au sein des communautés dont la résultante est la violence », a expliqué l'officier des affaires civiles de la MINUSCA, Jérémie Yakoumbala. Le rôle des juridictions nationales et internationales dans la lutte contre l'impunité et les droits de l'homme en période de crise, a également fait l'objet des échanges entre participants et formateurs.

Comme principale recommandation à l'issue de ces deux jours de rencontre, les participants souhaitent : « la mise en œuvre des comités en vue de la vulgarisation du rôle de la MINUSCA dans l'Ouham ». Une proposition portée par le Préfet de l'Ouham, Wilikon Barthelemy. « Si les autorités que nous sommes, et la population arrivons à vaquer à nos occupations, c'est grâce à la présence et aux efforts de la MINUSCA. Il est important, que nous les appuyions dans le cadre de la mise en œuvre de leur mandat », a-t-il conclu.

## BOUAR

# CONTRIBUER À LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE DANS LA NANA-MAMBERE

La banane plantain figure en bonne place parmi les aliments dont raffolent les habitants de la Nana Mambéré. Pourtant, pour s'approvisionner, les populations sont obligées de se rendre à la frontière camerounaise située à environ 150 km, alors même que le Cameroun possède le même climat et la même végétation. Pour réduire les risques d'accident liés aux nombreux voyages, assurer une alimentation suffisante et saine aux populations, procurer une activité génératrice de revenus aux communautés en vue de les autonomiser, un projet de plantation de bananeraies a été mis en place à Vouin et Yongoro, localités situées respectivement à 22 et 42 km de Bouar, dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire mené par la section Désarmement Démobilisation Réinsertion de la MINUSCA.

Par Anatol Clément BANNEM



▲ Recolte de bananes plantains dans une plantation de bananeraies dans les localités de Vouin et Yongoro (Nana Mambéré) dans le cadre du projet de réduction de la violence communautaire

D'un coût global de 34 millions de francs CFA, le projet débuté en décembre 2019, est toujours en cours. Cent quatre-vingt-douze (192) bénéficiaires dont soixante treize (73) femmes y ont pris part en deux vagues. Il sera livré définitivement aux autorités, après un atelier de sensibilisation et d'appropriation au profit des autorités administratives et locales d'une part, et des leaders communautaires d'autre part, afin de sensibiliser les uns et les autres sur la valeur ajoutée de ces plantations.

Compte tenu de l'absence de techniciens agricoles spécialisés dans la communauté, l'équipe intégrée DDR/UNOPS a contracté les services d'un ingénieur agro-semencier, par ailleurs, conseiller certifié en conseil agricole, qui a

pour rôle de produire les semences sur place et transmettre les connaissances nécessaires aux bénéficiaires du projet en vue de sa pérennisation.

Il est à noter qu'en dehors le changement de mentalité matérialisé par une cohésion sociale manifeste, les bénéficiaires travaillent à la reconstruction de leur pays et la plupart ont tourné le dos à la violence.

Du point de vue alimentaire, le projet contribue à la souveraineté alimentaire, puis à la diversification des denrées en ce qu'il constitue une alternative nutritionnelle par rapport au manioc entre autres. Sans compter l'avantage économique pour les populations bénéficiaires, avec un revenu d'exploitation annuel estimé à 16 millions de francs CFA.

## EN IMAGE

Destruction d'armes à Bouar



Bouar (Nord-Ouest de la RCA) - 13 Avril 2021 : Opération de destruction de 1.429 armes artisanales et 87 pistolets dans ce chef-lieu de la préfecture de Nana Mambéré. Ces armes avaient été collectées au cours du programme de Réduction de la Violence Communautaire (CVR) de la MINUSCA. Photo: MINUSCA / Félicité Yamete

Retrouvez  
**RADIO GUIRA 93.3 FM**  
sur Facebook et Twitter



radioguirafm @FmGuira

RADIO GUIRA 93.3 FM



▲ Signature de documents de remise de deux salles polyvalentes, une pompe à eau et une cuisine pour la formation en restauration des bénéficiaires du Programme de réduction de la violence communautaire (CVR)

## BRIA

# PLUSIEURS INFRASTRUCTURES MISES À LA DISPOSITION DES COMMUNAUTÉS DE BRIA

Deux salles polyvalentes, une pompe à eau et une cuisine pour la formation en restauration des bénéficiaires du Programme de réduction de la violence communautaire (CVR), ont été officiellement remises aux populations, par la MINUSCA, en présence des autorités locales de la Haute-Kotto et des leaders communautaires, au cours d'une cérémonie, le 19 février 2021 à Bria.

Par Adeline Gouet

Pour la présidente locale de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA), Elise Nomendé, « ce complexe que nous inaugurons aujourd'hui, permettra d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes », car il jouera un rôle important dans la lutte contre la pauvreté à travers la

réalisation des activités génératrices de revenus structurantes, émergentes et durables. « Les femmes de la Haute-Kotto s'engagent résolument à prendre soin de ce patrimoine dans une dynamique de la pérennisation du Programme CVR », a-t-elle affirmé.

Cap ensuite sur l'hôpital préfec-

**LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET CVR OCCUPE PLUSIEURS JEUNES QUI ÉTAIENT DÉTENEURS D'ARMES ET QUI S'ADONNAIENT À LA VIOLENCE. AUJOURD'HUI CES JEUNES SONT FORMÉS ET ONT DES ACTIVITÉS NOBLES. LES FEMMES AUSSI ONT DU TRAVAIL. JE REMERCIE LA MINUSCA POUR TOUTES CES INFRASTRUCTURES MISES À LA DISPOSITION DE LA COMMUNAUTÉ.**

Thierry Evariste Binguinedji, Préfet de la Haute Kotto

toral, où le bâtiment de la maternité réhabilité par des bénéficiaires du CVR, a été remis au préfet de la ville.

C'est au lycée préfectoral, qu'une pompe à eau sur les 15 installées dans toute la ville a été symboliquement remise au proviseur du Lycée Abdel Kader Dialle, André Lemerrier. Pour ce dernier, ce point d'eau est un soulagement pour les élèves et les communautés environnantes : « il vient apporter la solution à l'un de nos problèmes, car il y a bien longtemps que nous n'en n'avions plus. Les élèves pourront désormais se désaltérer après les épreuves sportives et aussi se laver régulièrement les mains pour lutter contre la COVID-19. C'est aussi un patrimoine communautaire car les populations environnantes pourront s'en servir ».

Au Complexe des femmes de Bornou, la salle polyvalente nouvellement acquise devrait servir d'espace d'accueil pour des manifestations. Une station de lavage de voitures, une boulangerie et des latrines ont également été inaugurées.

Un autre temps fort de cette journée a été la destruction publique de 234 armes artisanales collectées par la communauté locale et remises dans le cadre de la quatrième vague du programme CVR.

La visite a pris fin dans l'espace de l'association "Nouvel Elan", association mise en place par les bénéficiaires du CVR. Ici, 3 hangars, 3 magasins et une salle de formation ont été mises à la disposition des bénéficiaires.

Saluant l'initiative de la MINUSCA, le préfet de la Haute Kotto, Thierry Evariste Binguinedji a fait valoir que « la mise en œuvre du Programme CVR occupe plusieurs jeunes qui étaient détenteurs d'armes et qui s'adonnaient à la violence. Aujourd'hui ces jeunes sont formés et ont des activités nobles. Les femmes aussi ont du travail. Je remercie la MINUSCA pour toutes ces infrastructures mises à la disposition de la communauté ».

Notons que chaque remise a été marquée par la signature d'un code de bonne conduite de la part des bénéficiaires, marquant ainsi leur engagement à prendre soins de ces infrastructures.

## EN IMAGE

Projet boulangerie mis en oeuvre par des femmes



Bria (Est RCA) - 10 Avril 2021 : Wali Ti Siriri (Femmes de Paix), une association de femmes bénéficiaires du programme de Réduction de la Violence Communautaire (CVR) dans le quartier du Bornou à Bria, gère désormais une boulangerie. Ce projet a été rendu possible grâce à un financement de la MINUSCA, suite à une formation à la gestion d'activités génératrices de revenus pour les associations communautaires.

Photo: MINUSCA/Leonel Grothe

## A BRIA, BÂTIR LA PAIX BRIQUE APRÈS BRIQUE

Ils ont décidé de se donner la main pour ramener la paix à Bria en participant au relèvement de l'économie locale par le biais d'activités génératrices de revenus. Des ex-anti Balaka, aujourd'hui membres de l'Association « Tena De Tena » (signifiant « main dans la main » en langue locale) ont choisi de se spécialiser dans la production et la vente de briques cuites, à l'issue de leur formation dans le cadre d'un projet de réduction de la violence communautaire mené par la MINUSCA dans la Haute-Kotto.

Par Ghislaine ATTA

Soutenus par la MINUSCA via sa section Désarmement Démobilisation et Réinsertion, 65 bénéficiaires dont 26 femmes, tous dissident du groupe des antibalaka dit « aile Mokom », se sont donnés pour objectif de promouvoir la formation et le développement socioéconomique des jeunes de Bria à travers les activités de briqueterie semi moderne.

“

**NON SEULEMENT NOTRE PROJET NOUS OCCUPE ET NOUS DONNE À MANGER, MAIS AUSSI IL NOUS DONNE DE LA VALEUR DANS LA COMMUNAUTÉ. QUAND JE PASSE DEVANT L'HÔPITAL DE BRIA, JE MONTRE AUX AMIS QUE MOI AUSSI J'AI CONTRIBUÉ AVEC MA FORCE POUR CONSTRUIRE LA CLÔTURE. ”**

SALOMON NGATCHATEMO



▲ Site de production et de vente de briques de terres cuites de l'Association « Tena De Tena » à Bria

“VOIR LES EX-COMBATTANTS OCCUPÉS À DES ACTIVITÉS COLLECTIVES ET VISIBLES, NOUS RASSURE, NOUS QUI DOUTIONS DE LA SINCÉRITÉ DE L'ENGAGEMENT DES GROUPES ARMÉS. ”

ALINE, VENDEUSE DE LÉGUMES

« La guerre n'a jamais été une bonne chose pour la communauté. Nous avons des femmes, des enfants et même de l'argent qui ne nous sert à rien, car tous les jours nous fuyons en brousse. Si nous avons tous les jeunes autour du projet, la paix va revenir pour toujours ! ». C'est avec ce plaidoyer que Salomon Ngatchatemo, plus connu sous le surnom « ATAKOLI », a convaincu ses congénères d'adhérer au projet de montage de la briqueterie. « Après la signature de l'Accord de paix, je me suis engagé pour la paix en acceptant de déposer les armes. J'ai été enregistré comme bénéficiaire du programme CVR de la MINUSCA », soutient-il.

Aujourd'hui, la briqueterie produit environ 2000 briques par jour, vendues à cinquante (50) francs CFA l'unité. « Nous fabriquons des briques que nous vendons, et après la vente

nous distribuons l'argent entre nous. J'ai pris ma part pour exercer un commerce », explique, pour sa part, Déborah Makoye, 35 ans.

En vue de contribuer à la qualité des services sociaux de base, l'association a fourni les 10.000 briques nécessaires à l'érection de la clôture de l'hôpital régional de Bria, grâce au soutien de la MINUSCA « C'est une bonne chose », s'est réjoui le directeur, (nom). En effet, relate-t-il, « depuis sa mise en service, l'hôpital ne disposait pas de clôture. Ce n'était pas digne d'un hôpital régional. Aussi, cette initiative est très bénéfique pour l'hôpital qui voit ainsi sa sécurité renforcée car les cas de vol ont diminué, a fait constater le dernier contrôle qualité effectué par les services compétents. Sans compter la restauration de la quiétude des patients et du personnel de santé. »

Du côté des ex-combattants, c'est la fierté d'avoir contribué à donner un nouveau visage à Bria. « Non seulement notre projet nous occupe et nous donne à manger, mais aussi il nous donne de la valeur dans la communauté. Quand je passe devant l'hôpital de Bria, je montre aux amis que moi aussi j'ai contribué avec ma force pour construire la clôture », se félicite Atakoli.

Il est, en outre, à noter qu'en 2020, le groupement a appuyé 33 de ses membres dans la construction de leurs propres maisons. Et depuis début 2021, ce sont 19 autres qui ont reçu une assistance pour la reconstruction de leurs domiciles endommagés par les violences.

« Voir les ex-combattants occupés aux activités collectives et visibles, nous rassure, nous qui doutions de la sincérité de l'engagement des groupes armés », témoigne pour sa part Aline, vendeuse de légumes au quartier Amameu, avant de conclure « C'est Bria qui gagne à la fin ».



## KAGA-BANDORO

## RÉINSERTION RÉUSSIE POUR 93 BÉNÉFICIAIRES DANS LA NANA-GRIBIZI

Dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire, qui est cette année à sa quatrième phase, la section DDR de la MINUSCA du bureau de Kaga-Bandoro a procédé à une opération d'installation et de remise de matériels en soutien au démarrage des activités génératrices de revenus (AGR) des bénéficiaires dans plusieurs localités de la Nana-Gribizi.

Par Adeline Guet



▲ Opération d'installation et de remise de matériels en soutien au démarrage des activités génératrices de revenus (AGR) des bénéficiaires dans plusieurs localités de la Nana-Gribizi.

C'est à Kaga-Bandoro, qu'a débuté le 17 mai 2021, en présence des autorités locales, la remise officielle des matériels aux bénéficiaires du Programme CVR pour la réalisation de leurs AGR. Au total quatre-vingt treize (93) bénéficiaires dont quarante sept (47) femmes ont reçu leurs kits pour s'installer dans les domaines de la restauration, commerce, la briqueterie et dans le projet transformation (saponifica-

tion, boulangerie, Moulin). Bakere Jérémie, président du groupement de Briqueterie "Gui na Gbiki" heureux de recevoir leurs matériels s'exprime: « Jusque-là pour fabriquer des briques il fallait louer le matériel mais aujourd'hui grâce à la MINUSCA nous avons notre propre matériel ce qui va nous permettre de produire plus et avoir plus d'argent ». Mme Agnes Goni-Ngafo représentante du Préfet de Kaga-Bandoro, après avoir remercié la MINUSCA s'est adressée

aux bénéficiaires et a insisté auprès d'eux pour qu'ils se prennent bien en charge à travers les matériels qu'ils ont reçu : « C'est une opportunité que vous venez d'avoir avec tous ces matériels que vous avez reçu pour faire vos activités et vous prendre en charge. Faites-en bon usage car c'est pour votre bien et celui de notre communauté ».

Le 22 mai 2020, c'était au tour de la localité de Sibut, ville située à environ 153 Km de Kaga-Bandoro, de voir les

50 bénéficiaires du CVR recevoir des matériels pour leur installations dans les AGR dans les domaines de l'électricité, la maçonnerie, la menuiserie, la coiffure, la saponification et la fabrication de jus. Madame la Préfète de Sibut, Dahouro Georgette, au cours de la cérémonie de remise a exprimé sa satisfaction : « Je suis heureuse de voir arriver ce jour qui est la concrétisation des promesses faites par la section DDR de la Minusca. Je pensais que c'étaient seulement des paroles, mais c'est bien la vérité tant espérée. Je tiens à remercier l'équipe

DDR qui a travaillé d'arrache pieds pour que ces kits nous parviennent aujourd'hui ».

Sur l'axe Mbrès, les bénéficiaires de (6) villages ont déjà reçu leurs matériels pour s'installer dans les projets de la mécanique, l'élevage de petit bétail, la transformation de farine de manioc. Dans la localité de Grimari, ce sont au total 30 bénéficiaires dont 8 femmes qui ont reçu leurs kits au cours d'une cérémonie de remise qui s'est tenue le 29 mai 2021 en présence des autorités locales et de la

MINUSCA. Ces bénéficiaires ont été installés dans les filières de la maçonnerie, de la menuiserie, de la couture, de l'élevage et de l'agriculture. Les prochaines remises de matériels pour la réalisation de leurs AGR se feront à Dekoa.

Au total, 209 projets seront mis en oeuvre pour un total de 532 bénéficiaires dont 195 femmes qui recevront des kits pour la réalisation de leur AGR dans la Nana-Gribizi avec un cout global des projets qui est estimé à 90,375,200 F CFA.

## LE BATAILLON BURUNDAIS DE LA MINUSCA S'IMPLIQUE DANS LE CVR À SIBUT

Une mission effectuée, en novembre 2020, et conduite par le coordonnateur Désarmement Démobilisation Réinsertion (DDR) de la MINUSCA pour la région centre de la République centrafricaine, Helder Costa, a permis de lancer les activités de la quatrième vague du projet de réduction de la violence communautaire (CVR4) à Sibut, avec l'appui du bataillon burundais de la Mission (BURBAT).

Par Badawasou Aleka

Renforcer les capacités des bénéficiaires à travers des formations recyclées en théorie et pratique, puis appuyer l'installation des bénéficiaires en unités et petites entreprises génératrices de revenus, tel est l'objectif du CVR4 à Sibut. Un objectif pour lequel le Commandant du contingent burundais a spontanément accepté d'impliquer son bataillon, lors de l'entretien au cours duquel le coordonnateur DDR pour le centre a présenté le projet d'extension du CVR4 dans la Kemo.

Par la suite, une seconde mission consultative de la communauté de Sibut, en février 2021, a été l'opportunité pour l'équipe des formateurs Burbatt de présenter leur idée de contribution au CVR4, sous la forme d'un Projet à impact rapide. En effet, le contingent a porté son choix sur sept filières sur la dizaine proposée : l'agriculture, l'élevage, la maçonnerie, la menuiserie, la couture, l'électricité

et l'informatique. Pour un budget global de 18.000.750 FCFA, le projet cible 115 bénéficiaires à Dekoa, à Grimari et à Sibut.

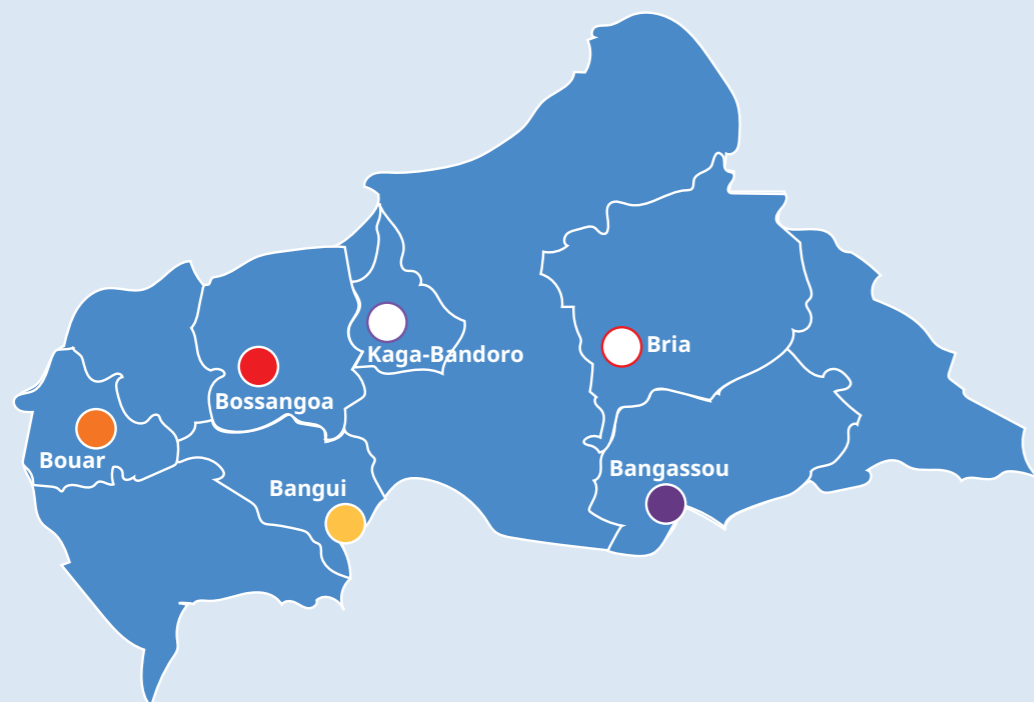
Lors de la phase théorique, les formateurs procèdent à une évaluation du niveau de chacun, en vue d'évaluer le niveau des participants avant le démarrage. Les bénéficiaires reçoivent les rudiments en entrepreneuriat, en plus des modules des filières qu'ils auront choisies. Les explications sont suivies d'échanges et de sessions de questions réponses.

La formation pratique, quant à elle, se fait par filière de six à sept participants. Ici également, le niveau de chaque participant est apprécié, puis le groupe se met à la tâche pendant une demi-journée sous la supervision de l'instructeur, avec pour objectif de réaliser un produit fini, comme la production d'un pantalon ou chemise pour les couturiers, ou encore d'une chaise ou d'un tabouret pour les menuisiers, par exemple.

En termes d'impact auprès des bénéficiaires, il faut souligner la spécialisation, la création d'emplois, ainsi que l'innovation en méthodologie de travail. A cela s'ajoute la promotion de la cohésion entre des populations venues de divers horizons, car désormais une culture de travail en association est promue. En effet, une fois leur formation terminée, les nouveaux formés vont se mettre en groupement de producteurs dans leurs domaines de spécialisation pour générer des revenus grâce à leur nouvelle activité.

Actualité sanitaire oblige, il est à noter que le respect des mesures barrières est pris en compte, notamment avec la limitation des contacts physiques et le port des cache-nez, entre autres.

# LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DE LA VIOLENCE COMMUNAUTAIRE RÉSUMÉ



Depuis le début des projets Pre-DDR et CVR en 2015, **22,337 bénéficiaires** dont **6,503 femmes** ont été pris en compte dans plusieurs localités du pays : Bangui, Bambari Ndele, Bria, Kaga-Bandoro, Batangafo, Birao, Berberati, Bouar, Bangassou, Bossangoa ;



Du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021, à Bangui, Bria, Bossangoa, Bangassou, Bouar et Kaga-Bandoro **3,672 bénéficiaires** dont **1,529 femmes** ont pris part au Programme CVR. Un total de **1,456 armes** a été collectées auprès des communautés dont 1,393 armes artisanales et 63 armes de guerre.



## LE PROGRAMME CVR CIBLE :

- Les Jeunes enclins à la violence y compris les jeunes associées aux groupes armés et/ou groupes d'autodéfense non éligibles au PNDDRR ;
- Les autres membres de la communauté, avec une attention à la participation des femmes (minimum 30%).



Le coût total du projet CVR 2020-2021, mis en œuvre à Bangui, Bria, Bouar Bossangoa, Bangassou et Kaga-Bandoro est de **3,709,800,000 FCFA**

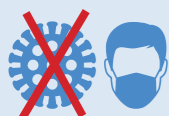


## LES ACTIVITÉS RÉALISÉES DANS LES PROJETS CVR SONT :

- Formations professionnelles de courte durée y compris la formation civique/cohésion sociale pour transmettre des valeurs citoyennes aux bénéficiaires en vue d'un changement de comportement (renonciation à la violence) ;
- Soutien au démarrage d'activités génératrice de revenus, de préférence en groupement associatif ;
- Sessions de sensibilisation en soutien à la cohésion sociale, vie pacifique, et la réconciliation ;
- Collecte des armes, en soutien de la réduction de la violence communautaire ;
- Projets d'intérêt communautaire et des opportunités pour de travail contre revenu ;



Le Programme CVR forme les bénéficiaires dans les formations professionnelles de courte durée (3 mois) telles que **la maçonnerie, la menuiserie, la soudure, l'agropastoral, le commerce, la mécanique, la conduite, la couture, l'informatique, etc...**



Dans le cadre de la riposte contre la **Covid-19**, les projets CVR ont produit à travers les bénéficiaires **118,533 cache-nez** et **52,000 savons** et mis à la disposition des autorités locales, des comités de gestion de crise Covid19, des bénéficiaires du CVR, des leaders communautaires etc...

## ILS ONT DIT



**Pr. Faustin archange TOUADERA**, Président de la République centrafricaine

« Dans le cadre du DDRR, j'ai continué à exhorter les groupes armés à renoncer volontairement et consciemment à la violence comme mode de revendication politique, à adhérer au programme DDRR et à s'engager solennellement, puis à œuvrer désormais pour le retour définitif de la paix dans notre pays [...]. Mon vœu, qui est d'ailleurs celui de la majorité des Centrafricains, est qu'à l'issue de ce mandat, il n'y ait plus aucun groupe armé actif sur le territoire national et que le DDRR soit complètement achevé ».

**Jean Willybiro-Sako**, Ministre d'Etat chargé du Désarmement de la Démobilisation de la Réintégration, du Rapatriement et du Suivi de l'accord Politique pour la paix et la Réconciliation

« Les opérations de Désarmement et Démobilisation (DD) se poursuivent malgré quelques perturbations occasionnées par les exactions de la CPC. »



**Moussa Hassabarassoul**, Coordonnateur du Comité local de paix et de réconciliation (CLPR) du 3eme arrondissement de Bangui

« Le CVR a apporté que de choses positives au PK5. D'abord le changement de la mentalité des jeunes de façon général, ensuite leur formation dans un métier et enfin les équipements mis à leur disposition pour leur permettre de mener une activité ».



**Mr Cyrille MALEYAO**, Sous-Préfet de Bangassou

« Le Programme CVR est un élément fondamental de la stabilisation de la préfecture du Mbomou. En effet, après le conflit armé de 2017, il a contribué à réduire la circulation des armes dans la zone d'une part et il a offert une opportunité de réinsertion aux ex-combattants d'autre part. Ce Programme a également concouru à la relance de l'économie locale en supportant le démarrage des activités génératrices de revenus des bénéficiaires par la distribution de kits, en commandant localement du matériel et en réhabilitant le marché central de Bangassou. Par ailleurs, le CVR a construit des infrastructures d'utilité communautaire comme des centres de formation pour les femmes et les jeunes. En somme, le Programme CVR a lancé les jalons de la renaissance de la préfecture du Mbomou après les désastres du conflit armé ».



**Thierry-Evariste BINGUININDJI**, Le Préfet de la Haute Kotto

« Le CVR a joué un rôle très important dans la cohésion sociale en ce sens que les chrétiens et les musulmans qui étaient divisés pendant un bout de temps par rapport à ces différentes crises se sont regroupés et collaborent bien entre eux et vivent ensemble grâce au CVR. Le fait d'être formés ensemble, de travailler ensemble en groupe leur donnent l'occasion de collaborer entre eux et d'oublier l'esprit de ».



## CVR ET COVID-19

## LUTTER CONTRE LA COVID19 EN S'APPUYANT SUR LE CVR

Disposant d'un vaste réseau de bénéficiaires et des membres des Comités Locaux des projets CVR et profitant du fait qu'ils existent déjà dans plusieurs localités du pays, les projets CVR ont pu apporter une réponse rapide à la riposte contre la Covid-19, en appui aux autorités locales et aux Comités Locaux de gestion de crise de la Covid19.

Par Adeline Guet

Depuis le 15 mars 2020, la section DDR de la MINUSCA a entrepris plusieurs actions à travers les projets de réduction de la violence communautaire (CVR) pour lutter contre la propagation de la Covid-19 dans les zones de mise en œuvre des projets CVR notamment à Bangui, Bangassou, Bouar, Bossangoa, Bria et Kaga-Bandoro. En collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du Ministère de la Santé et de la population, plusieurs sessions de sensibilisations sur la pandémie, son mode de propagation et sur les mesures barrières ont été menées à l'intention des bénéficiaires du projet mais aussi à l'ensemble de la communauté. Mme Nabayo Rosine, Membre de l'OFCA de Gambo (Bangassou) et aussi membre du Comité Local du projet CVR après une session de sensibilisation sur la Covid19 s'est exprimée : « J'ai appris beaucoup de choses que j'ignorais sur la Covid-19. Je suis maintenant en mesure de mieux me protéger et conseiller mon entourage sur cette pandémie. La santé passe avant tout ; une personne qui n'a pas la santé ne peut pas être en paix ».

Par ailleurs, plusieurs bénéficiaires du CVR ont été outillés par des experts de la santé pour être des agents sensibilisateurs dans leurs communautés. Ils ont mené des sensibilisations porte à porte dans leurs localités ainsi que dans les villages environnants pour toucher le maximum de personne. Pierre Yakete, 1er adjoint au chef de village de Ndega-Centre sur l'axe Mbrès-Kaga-Bandoro, après la sen-



sibilisation porte à porte menée par une équipe d'agents de sensibilisation parmi lesquels il y avait des bénéficiaires du CVR venus de Kaga-Bandoro déclare « on entendait parler de la Covid-19 à la radio sans trop comprendre comment mettre en pratique les gestes barrières. Le porte-à-porte nous a permis de poser des questions, d'avoir des réponses détaillées et de nous exercer à la pratique des gestes barrières ».

Après leurs formations professionnelles de courte durée (3 mois), les bénéficiaires du programme CVR ont produits des kits de prévention selon leur métier. Ainsi, les couturiers ont confectionné des masques, ceux de la saponification ont produit du savon, les bénéficiaires menuisiers et soudeurs ont fabriqué des supports de lavage des mains et ceux de la filière de musique ont produit des chansons qui ont servi à la sensibilisation. Ces activités ont non seulement permis aux communautés de lutter contre la pandémie, elles ont également permis aux bénéficiaires formés dans ces métiers d'avoir du travail. C'est le cas des bénéficiaires qui ont reçu d'importantes commandes de masques et de savons de la part de certaines or-

ganisations. Nassira Zakaria est une des apprentis couturiers du programme CVR de Kaga-Bandoro. Elle précise que c'est un bonheur de laisser tomber les armes, pour apprendre un métier et par-dessus tout d'être utile à sa communauté en participant à la lutte contre le coronavirus à travers la fabrication de masques. « Je n'avais pas de métier mais la MINUSCA à travers le programme CVR est en train de faire de moi une valeur sûre pour mon pays. A travers la couture de ces masques je contribue à la lutte contre la Covid-19 ».

En plus des kits de prévention produits par les bénéficiaires du CVR, des kits d'hygiène composés de seaux de lavage des mains, de gel hydroalcoolique, de javel et autres produits ont été mis à la disposition des bénéficiaires du projet et des autorités locales.

Aussi, plusieurs projets communautaires ont-ils été réalisés par les bénéficiaires et leurs formateurs à travers la réhabilitation et la construction de centre d'isolement et de dépistage, de forages, de puits d'eau et de points de lavage des mains.

Ces activités des projets CVR en soutien à la riposte contre la Covid-19, ont permis jusqu'à ce jour de produire 120.000 masques, 105.000 morceaux de savons, 14 forages, 2 Centres d'isolement, un centre de dépistage, qui ont été mis à la disposition des autorités locales et des bénéficiaires du Programme CVR.

Ces activités des projets CVR en soutien à la riposte contre la Covid-19, ont permis jusqu'à ce jour de produire 120.000 masques, 105.000 morceaux de savons, 14 forages, 2 Centres d'isolement, un centre de dépistage, qui ont été mis à la disposition des autorités locales et des bénéficiaires du Programme CVR.

## INFOGRAPHIE RIPOSTE CONTRE LA COVID19 - PRODUCTION DE MASQUES ET DE SAVONS DU PROJET CVR

Localités	Nombre de masques produits et distribués	Nombre de savons produits et distribués	Cibles
Bangui	20.000	0	Bénéficiaires CVR du PK5
			CLPR du 3eme arr.
			UEPNDDRR pour les opérations DD
Kaga-Bandoro	25.000	0	Bénéficiaires du CVR
			Autorités Locales
			Comité de gestion de crise Covid19
			Leaders communautaires
			FACA
			Groupes armes
Bria	58.600	103.000	Population locale vulnérable identifiée
			Bénéficiaires du CVR
			Autorités Locales
			Comité de gestion de crise Covid19
			Leaders communautaires
			FACA
Bossangoa	5.000	2.000	Groupes armés
			Population locale vulnérable identifiée
			Bénéficiaires du CVR
			Autorités Locales
			Comité de gestion de crise Covid19
Bangassou	11.400	0	Leaders communautaires
			Population locale vulnérable identifiée
			Comité de gestion de crise Covid19
			Autorités Locales
			Bénéficiaires du CVR
<b>TOTAL</b>	<b>120.000</b>	<b>105.000</b>	

JOURNÉE INTERNATIONALE DE  
LA PAIX • 21 SEPTEMBRE 2021



**SE RELEVER,  
POUR UN MONDE  
PLUS ÉQUITABLE  
ET DURABLE**



[un.org/peaceday](https://un.org/peaceday) | [#peaceday](https://twitter.com/peaceday)